

# CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE TRANSPORTS NATIONAUX ET INTERNATIONAUX – Mars 2022

## DACHSER France

SAS au capital de 13 053 687 € – 546 650 334 R.C.S. – La Roche sur Yon N° identifiant TVA : FR 47 546 650 334

Commissionnaire de transports n° 85 03

Licences 2013/52/0000038 et 2013/52/0000039

Agrément douane n° 36 19/ Agrément OEA FULL n°FR00000556

Agrément Agent habilité n° FR/RA/03015-01/0914 à FR/RA/03015-08/0914

## ARTICLE 1 – OBJET

Les présentes conditions ont pour objet de définir les modalités d'exécution des activités et des prestations liées au transport de marchandises et/ou à la gestion des flux de marchandises, conformément aux lois et réglementations du transport national et international en vigueur. Dès lors que le Donneur d'Ordre remettra du fret à DACHSER, il sera réputé avoir accepté les présentes conditions générales de vente.

Les prestations logistiques sont régies par des conditions générales propres à cette activité (disponibles sur le site internet [www.dachser.fr](http://www.dachser.fr)).

Tout engagement, expédition, opération vaut acceptation par le donneur d'ordre des conditions ci-après définies, sauf convention particulière entre les parties. Les présentes conditions annulent et remplacent toutes versions antérieures.

Le donneur d'ordre est celui qui ordonne l'exécution de la prestation.

## ARTICLE 2 – MARCHANDISES TRANSPORTEES/STOCKEES

En cas de non-respect de l'article 2 ci-dessous, DACHSER pourra annuler partiellement ou totalement la prestation concernée, à tout moment et sans que sa responsabilité ne puisse être engagée.

### 2-1 Les marchandises exclues :

- Les animaux et les sous-produits d'animaux et produits dérivés de sous-produits d'animaux au sens du Règlement CE n°1069/2009 du 02 octobre 2009,
- Êtres vivants/cendres ou reliques funéraires,
- Les objets de valeur/monnaie/métaux, pierres et bijoux précieux,
- Tableaux, œuvres d'art et antiquités,
- Les déchets,
- Les marchandises radioactives,
- Les armes/matériels de guerre ou assimilés
- Les produits en vrac,
- Les prototypes,
- Les moteurs ou machines non emballés,
- Les médicaments nécessitant un transport sous température dirigée.

D'une manière générale, toutes marchandises insuffisamment emballées ou non emballées, ou dont le transport serait soumis à une réglementation ou un transport particulier.

### 2-2 Les marchandises prises en charge sous conditions :

- Le matériel informatique,
- Les mobiliers montés, les marchandises fragiles,
- Les denrées périssables autres qu'alimentaires,
- Les médicaments non soumis à transport sous température dirigée.

### 2-3 Dimensions et poids des marchandises :

Pour les envois inférieurs à 4 000 Kg au poids réel, sont exclues toutes marchandises dont les dimensions maximales par unité de manutention sont supérieures

à 2.40 m en longueur et/ou 1.80 m en largeur et/ou 2.20 m en hauteur ainsi que les marchandises dont le poids par unité de manutention est supérieur à 1 500 kg.

Tout dépassement des dimensions standards, accepté par DACHSER, entraînera une facturation complémentaire appliquée selon les tarifs énoncés en annexe des présentes conditions générales.

En cas de livraison en camion porteur avec hayon (dans l'hypothèse d'une absence de quai de déchargement), la charge maximale par unité de manutention ne peut excéder 1 000 Kg.

## ARTICLE 3 – EXECUTION DES PRESTATIONS

Le donneur d'ordre s'engage à communiquer à DACHSER, en temps utile, les instructions et documents nécessaires pour l'exécution des prestations, et en outre il précisera la nature très exacte de la marchandise transportée. La responsabilité de DACHSER ne pourra être engagée en cas d'erreur ou

omission du fait du donneur d'ordre dans les documents remis (facture commerciale, liste de colisage...) ou instructions données.

Le donneur d'ordre autorise expressément DACHSER à utiliser des pistolets électroniques (PAD) afin d'effectuer les livraisons. Dans ce cas, seule une signature électronique sera apposée par le destinataire, et fera foi au regard de la remise et acceptation de l'envoi.

Le donneur d'ordre accepte que DACHSER sous-traite la prestation transport.

## ARTICLE 4 – PRIX /TARIFS

### 4-1 Prestations

Les prix sont calculés sur la base :

- des informations et documents fournis par le donneur d'ordre,
- des prestations à effectuer, de la nature, du poids et/ou du volume des marchandises à transporter,
- des itinéraires à emprunter,
- des charges de carburant nécessaires à la réalisation de l'opération de transport.

Toute exigence ou obligation particulière fait l'objet de frais supplémentaires. Une majoration peut être appliquée pour les colis ou objets volumineux ou de dimensions particulières.

Les prix ne comprennent pas les droits, taxes, redevances et impôts dus en application de toute réglementation notamment fiscale ou douanière. Le montant des droits, taxes, redevances et impôts dus en application de toute réglementation notamment fiscale ou douanière, s'ajoute au prix du transport résultant des tarifs.

Les prix sont susceptibles d'être modifiés à tout moment, suivant l'évolution de la conjoncture économique ou en fonction des tarifs, règlements et conventions en vigueur.

### 4-2 Surcharge carburant

Conformément à la loi du 5 janvier 2006 et ses décrets d'application, les prix seront révisés de plein droit en appliquant aux charges de carburant la variation de l'indice gazole publié par le Comité National Routier.

### 4-3 Coûts supplémentaires

Tous les coûts supplémentaires, liés à des modifications d'instructions par le donneur d'ordre, et ayant entraîné un empêchement, une interruption, une impossibilité au transport, ou immobilisation du véhicule et/ou équipage, seront facturés au donneur d'ordre.

4-4 Livraison à des particuliers (BtoC) En cas de livraison à des particuliers, DACHSER appliquera systématiquement la tarification relative à cette prestation, dénommée "targo on-site". Préalablement à la réalisation du transport, le donneur d'Ordre s'engage expressément à informer DACHSER en cas de livraison à des particuliers. A défaut, une majoration forfaitaire sera appliquée, au titre des frais administratifs, en supplément de la tarification propre au targo on-site.

### 4-5 Acceptation

Toute remise de fret vaut acceptation des tarifs par le donneur d'ordre.

## ARTICLE 5 – DÉLAIS DE LIVRAISON

Nos tarifs correspondent, sauf convention particulière, à un acheminement en « service courant », de domicile à domicile. Par domicile, il faut entendre le seuil de l'habitation, le rez-de-chaussée ou la cour de l'établissement, magasin ou usine. Nos délais sont indicatifs et ne sont pas garantis.

## ARTICLE 6 – ASSURANCE « AD VALOREM »

Le donneur d'ordre a la possibilité de souscrire auprès de DACHSER une assurance dommage dite « AD VALOREM » pour les marchandises objet des prestations.

Cette assurance doit impérativement faire l'objet d'une acceptation préalable et écrite de DACHSER sur les événements et les plafonds à garantir.

Toute souscription d'assurance sera assortie du paiement d'une prime. Le non-paiement des primes afférentes entraînera la non-exécution du contrat d'assurance et le non versement des indemnités correspondantes.

A défaut de spécification particulière, seuls les risques ordinaires (hors risques de guerre et de grève) seront assurés. En aucun cas, DACHSER agissant comme intermédiaire ne peut être considéré comme assureur.

Toute demande d'assurance AD VALOREM sur un produit et/ou envoi exclu à l'article 2, sera considérée comme nulle.

## ARTICLE 7 – FORMALITES DOUANIÈRES

Si des opérations douanières doivent être accomplies, le donneur d'ordre donnera mandat de dédouanement à DACHSER, qui agira au nom et pour le compte du mandant dans le cadre de la représentation directe. (Article 18 du Code des douanes de l'Union).

Le donneur d'ordre autorise DACHSER à se substituer tout prestataire de son choix, et garantit DACHSER de toutes les conséquences financières découlant d'instructions erronées, de documents faux ou inapplicables entraînant des conséquences pécuniaires et/ou pénales à l'égard de l'administration concernée.

DACHSER pourra être subrogé dans le privilège de l'administration des douanes pour toutes les sommes qu'elle pourrait régler pour le compte de ses clients auprès de l'administration des douanes (Article 381 du Code des douanes).

## ARTICLE 8 – EMBARGO

DACHSER exécute ses obligations en respect des dispositions légales et aux exigences officielles françaises et internationales relatives à la sécurité et à la traçabilité des opérations commerciales et/ou de la chaîne de transport, et notamment du respect des règles d'embargo européennes et américaines.

Le Donneur d'ordre affirme expressément connaître et se conformer à toutes les dispositions légales et réglementaires relatives à son activité, notamment en matière de commerce extérieur et de douane et à ce titre, respecte les règles d'embargo sur les marchandises, les pays, les personnes et les organisations. Tous les envois expédiés sont présumés par DACHSER comme ayant fait l'objet de toutes les vérifications nécessaires de la part du Donneur d'ordre pour s'assurer des leurs conformités avec ces règles.

## ARTICLE 9 – OBLIGATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

Le conditionnement, l'emballage et l'étiquetage incombent à l'expéditeur. Le donneur d'ordre répond de toutes les conséquences d'une absence, d'une insuffisance ou d'une défectuosité du conditionnement, de l'emballage ou de l'étiquetage, ainsi que d'un manquement à l'obligation d'information et de déclaration sur la nature et les particularités des marchandises (marchandises périssables, marchandises dangereuses...).

Les supports de charge (palettes, roll...) utilisés pour le transport, font partie intégrante de l'envoi. Leur poids est inclus dans le poids brut déclaré de l'envoi. Ils ne donnent lieu ni à consignation, ni à location à DACHSER, ni à aucune déduction sur les frais de transport. DACHSER n'effectue ni échange, ni fourniture, ni location des supports de charge. Toute autre disposition fait l'objet d'une prestation annexe, ainsi que d'une rémunération spécifique, convenues entre les parties.

Un « colis » se définit comme suit : une charge unitaire constituée par un objet ou un ensemble matériel composé de plusieurs objets (caisse, carton, palette, roll...) quels qu'en soient le poids, les dimensions et le volume, même si le contenu en est détaillé dans le document de transport. Chaque palette est réputée cerclée ou filmée et constitue une unité de manutention. Le donneur d'ordre s'engage à déclarer le poids brut exact de ses envois, emballages et palettes compris. DACHSER réalise au sein de son réseau un contrôle régulier et fréquent du poids des marchandises. L'écart de poids constaté entre la déclaration du poids des marchandises par le donneur d'ordre et le poids réel des marchandises, entraînera une révision et/ou réajustement des prix.

En cas de refus des marchandises ou défaillance par le destinataire, le donneur d'ordre s'engage à prendre en charge les frais supplémentaires engagés par DACHSER, consécutivement à ce refus ou défaillance.

## ARTICLE 10 – RENONCIATION A RECOURS

Le donneur d'ordre renonce à tout recours envers DACHSER, en remboursement de quelconque pénalités ou dommages immatériels, consécutivement aux prestations réalisées par DACHSER.

## ARTICLE 11 – RESPONSABILITÉ - INDEMNISATIONS

11.1 Lorsque la responsabilité de DACHSER est retenue, celle-ci est limitée en cas de retard, pertes et/ou avaries des marchandises, aux plafonds d'indemnité fixés dans les dispositions légales ou réglementaires en vigueur applicables au transport considéré, à savoir :

11.1.1 Transport en régime intérieur Contrat Type « général » (Décret n°2017-461 du 31 mars 2017)

- *prix du transport* de la marchandise : en cas de préjudice prouvé résultant d'un retard de livraison dûment constaté dans les conditions légales ou réglementaires ou de défaillance de DACHSER lors du chargement (non présentation)

- 33 euros par Kg sans pouvoir dépasser 1 000 euros par colis (si l'envoi est inférieur à 3 tonnes),

- 20 euros par Kg sans pouvoir dépasser 3 200 euros par tonne expédiée (si l'envoi est supérieur à 3 tonnes).

11.1.2 Transport terrestre international (Convention de Genève signée le 19 mai 1956 (Dite « CMR »))

- *prix du transport* de la marchandise en cas de préjudice prouvé résultant d'un retard de livraison dûment constaté dans les conditions légales ou réglementaires,

- 8,33 DTS/ kg de poids brut de marchandises perdues ou en avarie.

11.1.3. Transport Aérien (Convention de Montréal – 28 mai 1999)

En cas de retard, pertes ou avaries il sera fait application de la convention de Montréal, 19 DTS par kilo depuis le 30 décembre 2009. (Montant légal révisable tous les 5 ans).

11.1.4 Transport Maritime

Les textes applicables et limitations de responsabilité sont renseignés au dos de la lettre de transport maritime.

11.1.5 Transport multimodal

Le transport multimodal se définit comme le déplacement de marchandises par au moins deux modes de transport différents sur la base d'un contrat unique.

Lorsque la responsabilité de DACHSER est retenue lors d'un tel transport, DACHSER bénéficie de plein droit des limitations d'indemnités conventionnelles, légales et réglementaires applicables au mode de transport lors duquel le retard, la perte et/ou l'avarie intervient.

11.2 Aucune responsabilité ne sera retenue et aucun versement d'indemnité ne sera due par DACHSER en cas (notamment) de force majeure, vice propre de la marchandise ou défaut de conditionnement, défaut de chargement lorsque celui-ci est réalisé par le donneur d'ordre / expéditeur.

11.3 DTS

Dans le cadre des conventions internationales recourant au DTS pour le calcul des indemnités. Le cours du DTS à prendre en considération est celui du jour du sinistre.

11.4. Pour tous dommages subis par la marchandise, des réserves précises doivent être formulées lors de la livraison par le destinataire (en présence du chauffeur ou représentant du transitaire, le cas échéant confirmées dans les formes et délais légaux, faute de quoi aucune demande d'indemnisation ne pourra être exercée contre DACHSER ou ses substitués.

11.5 En cas de dommage intervenu durant le transport sur la marchandise confiée :

- les produits intacts seront systématiquement repris par le donneur d'ordre, sans que celui-ci ne puisse prétendre à une quelconque indemnisation de la part de DACHSER ;

- les produits ayant subis casses ou avaries demeureront à la disposition de DACHSER, lequel pourra les revendre. En cas d'impossibilité de revente, ou interdiction expresse du donneur d'ordre de revendre, les frais de retraitement ou de destruction des produits en avarie, seront à la charge du donneur d'ordre.

11.6 Le donneur d'ordre a toujours la faculté de faire une déclaration de valeur qui a pour effet de substituer le montant de cette déclaration aux plafonds de l'indemnité fixée ci-dessus. La déclaration de valeur doit être formulée par écrit ou par tout moyen électronique de transmission ou de conservation des données, préalablement à la remise des marchandises. La validité de la déclaration de valeur est subordonnée à une acceptation préalable et écrite de DACHSER et au paiement d'un prix convenu avec DACHSER.

## ARTICLE 12 – SECURITE ALIMENTAIRE

DACHSER a défini des mesures internes et s'engage auprès de ses clients à une meilleure sécurité des denrées alimentaires au cours de leur transport. Ces mesures s'appuient sur les principes HACCP et reposent sur de bonnes pratiques dans ce domaine.

Le respect de la sécurité des produits alimentaires des clients et de la santé des consommateurs est un élément primordial.

DACHSER maintient la sécurité alimentaire et le respect des mesures suivantes dès lors qu'un client lui confie ses marchandises : le ou les véhicules utilisés sont sans odeur, propres (présentables et balayés), étanches à l'eau, secs, exempts de nuisibles et de moisissures, et en parfait état technique.

Dans le cadre d'un déploiement progressif de la méthode HACCP sur l'ensemble de son réseau, DACHSER met en place plusieurs actions et notamment :

- formation aux bonnes pratiques d'hygiène de l'ensemble de ses collaborateurs en agence
- mise en place documentaire (plan de nettoyage, manuel HACCP, ...)
- enregistrement des actions de nettoyage (véhicules, quai, équipements de manutention, bureaux, ...)
- audits (interne et externe)
- équipe de crise pour le rappel de produit - arrêt de livraison
- test de traçabilité.

En revanche, DACHSER France :

- n'effectue pas de désinfection de ses véhicules sauf en cas de besoin,
- ne certifie pas l'absence de produits allergènes dans les marchandises transportées avec celles du client,
- ne certifie pas l'absence de produits chimiques dans le véhicule transportant les marchandises du client,
- ne transporte que des produits conditionnés,
- effectue une inspection visuelle et un balayage des véhicules avant chaque chargement.

En cas de recours à la sous-traitance, les sous-traitants sont également intégrés dans la démarche HACCP (lors des livraisons et enlèvement notamment). Les sous-traitants réguliers sont informés de la nécessité de respecter la réglementation en vigueur pour le transport de produit alimentaire et s'engagent à la respecter.

En cas de sous-traitance occasionnelle, le transporteur sera également informé.

En tant que sous-traitant, DACHSER leur demande de garantir que les dispositions légales, réglementaires et les exigences d'hygiène en vigueur soient appliquées.

## ARTICLE 13 – CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

### 13.1 Modalités de facturation

La facturation des prestations réalisées pour le compte du donneur d'ordre peut être dématérialisée conformément à l'article 289-VI du Code général des impôts. A défaut de disposition particulière, le donneur d'ordre accepte que DACHSER recourt à la facturation électronique.

### 13.2 Modalités et conditions de paiement

Les paiements se feront par défaut par prélèvement automatique de la part de DACHSER sur le compte bancaire du Donneur d'Ordre. A ce titre, celui-ci devra remettre à DACHSER un RIB et le mandat de prélèvement SEPA signé.

Le paiement des prestations est exigible à l'enlèvement (port payé) ou à la livraison (port dû) sur présentation de la facture ou d'un document en tenant lieu. S'il n'a pas été encaissé au moment de l'enlèvement ou de la livraison, ce paiement est exigible à 30 jours maximum date d'émission de facture.

Aucun escompte n'est consenti pour les paiements anticipés.

Aucun règlement en espèces ne sera accepté au-delà de la somme de 750 euros.

Toute compensation entre le montant des dommages allégués et le prix des prestations dues selon les dispositions de l'article 1347-1 nouveau du Code civil est interdite.

DACHSER n'accepte pas d'instruction de livraison contre remboursement.

### 13.3 Pénalités pour retard de paiement

Toute somme due, versée après la date d'échéance figurant sur la facture entraînera de plein droit le versement de pénalités.

A défaut de dispositions particulières [qui ne peuvent toutefois être inférieures à cinq fois le taux d'intérêt légal], le taux d'intérêt de retard sera celui appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement la plus récente, majoré de « 10 » points de pourcentage.

Les pénalités de retard sont exigibles sans qu'un rappel soit nécessaire.

### 13.4 Indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement

Toute situation de retard de paiement donne droit au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros.

13.5 Toute inexécution des obligations par le donneur d'ordre, fera l'objet d'une pénalité de 15% calculée sur le montant du principal au titre de l'article 1231-5 du Code civil.

## ARTICLE 14 – PRIVILEGE

Quelle que soit la nature des prestations réalisées, DACHSER bénéficie d'un privilège sur toutes les marchandises, valeurs, et documents confiés par le client et ce, en garantie de la totalité des créances sur le client (factures, intérêts, frais engagés...) même antérieures ou étrangères à l'entrée en possession de ces marchandises, valeurs ou documents.

## ARTICLE 15 – PRESCRIPTION

Toutes actions auxquelles le contrat conclu entre les parties peut donner lieu sont prescrites dans un délai d'un an à compter de l'exécution de la prestation litigieuse (sauf autre délai légal de prescription applicable).

## ARTICLE 16 – MODALITÉS DE RÉSILIATION

### 16.1 : Résiliation conventionnelle

A défaut de dispositions particulières, chacune des parties pourra mettre un terme aux relations par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis minimum. Ce préavis devra tenir compte de l'ancienneté de collaboration, des volumes de marchandises remis et des moyens mis en œuvre par DACHSER pour réaliser la prestation et ne pourra en aucun cas être inférieur à trois mois.

Pendant ce préavis, les parties s'engagent à maintenir l'économie du contrat.

### 16.2 : Résiliation de plein droit

La résiliation s'effectuera de plein droit et sans préavis dans les cas suivants :

- tout retard de paiement des prestations,
- tout manquement avéré, grave ou répété, de l'une des parties à ses obligations
- cession ou transfert partiel ou total des droits et obligations à des tiers.

## ARTICLE 17 – FORCE MAJEURE ET CONTEXTE DE CRISE SANITAIRE

17.1. Il est expressément convenu entre les parties que DACHSER n'est pas responsable des dommages, retards ou manquements dans la réalisation des prestations confiées par le Donneur d'ordre causés par des événements relevant de la force majeure telle que définie par la loi et les Tribunaux français, en ce compris, le cas échéant, la non atteinte de taux de performance (KPI).

Le Donneur d'ordre renonce expressément à toute demande de versement d'indemnité et/ou pénalité de quelque nature auprès de DACHSER à ce titre, en ce compris, le cas échéant, l'application de pénalités ou de malus pour non atteinte de taux de performance (KPI).

La force majeure ne suspend l'exécution de ses obligations contractuelles par la Partie qui l'invoque que dans la mesure et pendant le temps où elle est empêchée de les exécuter. Chaque Partie supporte la charge de tous les frais qui lui incombent et qui résultent de la survenance du cas de force majeure.

La Partie affectée par un cas de force majeure en avise immédiatement l'autre partie par fax ou mail confirmé par lettre recommandée avec accusé de réception en produisant toutes justifications utiles.

L'autre Partie se réserve le droit de vérifier et de contrôler la réalité des faits. La Partie qui invoque un cas de force majeure met tout en œuvre pour réduire autant que possible les effets dommageables résultant de cette situation.

Dans le cas où un événement de force majeure persisterait plus de trente (30) jours à compter de sa survenance, les parties acceptent d'engager des discussions en vue de modifier les termes du contrat afin d'en tenir compte. Si elles ne parviennent pas à un accord, le contrat pourra être résilié de plein droit sans indemnité de part et d'autre, à l'initiative d'une des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception.

17.2. Il est expressément convenu entre les parties, que toutes les dispositions relatives à la force majeure telles qu'énoncées ci-dessus s'appliqueront en cas de dommages, retards ou manquements de DACHSER dans la réalisation des prestations confiées par le Donneur d'ordre, en ce compris, le cas échéant, la non atteinte de taux de performance (KPI), causés par des événements relevant de crises sanitaires ou de pandémie.

DACHSER pourra ajuster de manière cohérente ses conditions tarifaires et d'exploitation. Le Donneur d'ordre renonce expressément à toute demande de versement d'indemnité et/ou pénalité de quelque nature auprès de DACHSER à ce titre, en ce compris, le cas échéant, l'application de pénalités ou de malus pour non atteinte de taux de performance (KPI).

## ARTICLE 18 – CONFORMITES - CORRUPTION

DACHSER et ses collaborateurs se sont engagés à une conduite professionnelle et honnête au sein d'une concurrence mondialisée, incluant le respect des dispositions juridiquement contraignantes aux niveaux national et international et des principes éthiques, et comptent sur le même engagement de la part de leurs partenaires commerciaux, lesquels devront se comporter, eux aussi, de manière équitable, intégrée et loyale.

Plus particulièrement, aucune pratique de corruption ne sera acceptée. A ce titre, le client s'engage à ne pas offrir et/ou allouer quelconque somme d'argent, objets de valeur, prestations évaluable en argent ou avantage personnel de toute nature que ce soit aux collaborateurs de DACHSER. De tels agissements de la part du client pourraient avoir pour conséquence la rupture immédiate du contrat.

En conséquence, le client déclare avoir pris connaissance du Code de conduite DACHSER consultable sur le site dachser.com et certifie au nom de ses préposés et sous-contractants agir en conformité avec ces principes. En cas de violation de cette clause DACHSER se réserve la possibilité de revoir les contours de sa relation commerciale avec le client.

## ARTICLE 19 – DONNEES PERSONNELLES

DACHSER fournit ses prestations en conformité avec la législation française relative à la protection des données personnelles (Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés) et le règlement général (UE) 2016/679 sur la protection des données (RGPD-UE), dans sa version en vigueur. DACHSER n'est pas un sous-traitant au sens de la loi française sur la protection des données ou du règlement général RGPD-UE. Les données à caractère personnel et d'autre nature fournies à DACHSER par le donneur d'ordre sont exclusivement utilisées pour l'exécution des obligations contractuelles (transport, livraison, entreposage, par exemple), sauf s'il en a été convenu autrement dans un accord séparé entre les parties. Pour assurer nos prestations, il peut parfois s'avérer indispensable pour DACHSER de transmettre certaines de vos données à caractère personnel

(à des sous-traitants, des filiales de DACHSER, des autorités, des douanes, par exemple). Les détails relatifs à l'utilisation des données à caractère personnel sont fixés dans le document « Déclaration de protection des données ». Le donneur d'ordre doit confirmer qu'il a bien reçu ce document de la part de DACHSER. Ces détails peuvent par ailleurs être consultés à tout moment sur le site [www.dachser.com](http://www.dachser.com).

Le donneur d'ordre assure ses propres prestations contractuelles également en accord avec la législation française relative à la protection des données personnelles (Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978) et le règlement général RGPD-UE. Le donneur d'ordre s'assure en particulier que les données à caractère personnel qu'il transmet à DACHSER peuvent être légalement utilisées par DACHSER dans la mesure décrite ci-dessus conformément au sens et aux fins qui y sont définis. Cela s'applique également lorsque ces données n'ont pas été directement collectées auprès de la personne concernée. DACHSER peut de ce fait, sans autre examen de sa part, considérer légitime l'utilisation des données à caractère personnel transmises par le donneur d'ordre dans la mesure décrite ci-dessus. Le donneur d'ordre dégage DACHSER de toute revendication de tiers en lien avec une utilisation dans la mesure décrite ci-dessus – en particulier de toute prétention basée sur les lois de protection des données françaises ou sur le règlement général RGPD-UE, ainsi que d'autres prétentions des autorités de surveillance.

Le \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_  
Pour \_\_\_\_\_ (Donneur d'ordre)  
Signataire : \_\_\_\_\_  
Fonction : \_\_\_\_\_  
(Signature + cachet commercial)

## ARTICLE 20 – SIGNATURE ELECTRONIQUE

Le Donneur d'ordre et DACHSER sont libres de convenir d'une signature écrite ou électronique de tous documents contractuels y compris les présentes conditions générales de vente.

Tout ajout ou modification de tous documents contractuels doit être fait par écrit ou au moyen d'une signature électronique, conformément au règlement européen eIDAS (par exemple DocuSign). Le mode de signature électronique devra se conformer aux exigences du règlement eIDAS.

## ARTICLE 21 – ELECTION DE DOMICILE ET NOTIFICATIONS

Les parties élisent domicile, pour les besoins des présentes à leur siège social respectif.

DACHSER et LE CLIENT s'engagent mutuellement à informer l'autre partie de tout changement de situation du siège social.

Toute Notification à intervenir en application des présentes sera faite, au choix du notifiant, sauf exigence expresse d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception :

- ✓ par lettre recommandée avec accusé de réception, ou
- ✓ par lettre remise en mains propres, ou
- ✓ par exploit d'huissier, ou
- ✓ par email ayant donné lieu à la remise par son destinataire d'un accusé de réception, à des adresses notifiées à l'autre Partie.

Une Notification sera réputée réalisée :

- ✓ par lettre recommandée avec accusé de réception : à la date de première présentation,
- ✓ par lettre remise en mains propres : à la date de la remise,
- ✓ par exploit d'huissier : à la date de l'exploit,
- ✓ par email : à la date d'accusé réception de l'email.

## ARTICLE 22 – DROIT APPLICABLE, MODES AMIABLES ET TRIBUNAL COMPETENT EN CAS DE LITIGE

Les présentes Conditions Générales de Vente et les relations contractuelles entre les Parties sont soumis au droit français.

DACHSER et LE CLIENT conviennent que tout différend relatif à leur exécution ou leur interprétation, à l'exception de tous litiges relatifs à l'obligation de paiement du CLIENT, devra faire l'objet d'une recherche d'accord amiable préalable, au moyen d'un mode alternatif de règlement des conflits, à savoir :

- soit une médiation conformément au règlement de médiation du CMAP - Centre de médiation et d'arbitrage de Paris - près la Chambre de commerce et d'industrie de Paris Ile-de-France (<http://www.cmap.fr/le-hcmap/reglement-de-mediation>)
- dont les parties ont eu connaissance et auquel elles déclarent adhérer,
- soit un processus collaboratif conformément à la Charte de l'Association française des Praticiens du Droit Collaboratif (AFPDC) (<https://www.droit-collaboratif.org/article/charte-25>)

En cas de différend, la Partie la plus diligente devra exposer la nature de la difficulté rencontrée et proposer la mise en œuvre d'un mode alternatif de règlement des conflits ci-dessus par lettre notifiée à l'autre Partie dans les conditions de l'article 21.

Le différend ne sera soumis à la compétence exclusive du Tribunal de commerce de la Roche-sur-Yon qu'à défaut d'accord amiable.

### DACHSER France /Siège social

1, Avenue de l'Europe – CS 80007 – LA VERRIE – 85130 CHANVERRIE  
Tél : 02 51 66 54 10  
Fax : 02 51 66 10 86  
Internet : [www.dachser.fr](http://www.dachser.fr)